

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

AVRIL 1965 — 3^{me} Année — N° 20

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-23 Marseille

CAPITALISME ET COMMUNISME

En janvier dernier, sous la pression du mécontentement des petits et moyens entrepreneurs, le Conseil National du Patronat Français publiait une curieuse déclaration : c'était une ardente apologie du libéralisme économique et une condamnation décidée du "dirigisme systématique", mais surtout un hymne au capitalisme. Les critiques ne manquèrent pas. Elles provenaient du grand capital qui sait bien ce qu'il doit à l'Etat, son intervention et sa démagogie. Elles provenaient aussi des pseudo-socialistes et communistes qui ont depuis longtemps réduit le conflit historique et de classe entre Capitalisme et Socialisme, Bourgeoisie et Proletariat à la misérable querelle entre partisans de

l'économie "libre" et de l'économie "dirigée". Cette collusion est remarquable. Elle l'est d'autant plus que ces critiques opportunistes n'ont en rien répondu à la question essentielle qui était posée : *le progrès humain n'est-il possible que dans les voies de l'accumulation du capital, c'est-à-dire dans les cadres du salariat et de l'économie de marché en général ?* C'est ce que le Conseil National du Patronat français affirmait cyniquement mais c'est aussi ce que la "théorie" (?) et la pratique de l'opportunisme contemporain implique. Au-delà de la discussion vide sur les responsabilités du "dirigisme systématique" dans la crise de l'économie française, c'est en tous cas la seule qui intéresse le prolétariat.

abusif au détriment des salaires, le profit, en multipliant les initiatives créatrices est la condition même du développement de l'emploi et de l'élévation du niveau de vie des salariés.

La satisfaction du droit au travail est l'un des objectifs majeurs de la vie économique... C'est par le perfectionnement des conditions personnelles, professionnelles, familiales dans lesquelles peuvent s'accomplir les mutations nécessaires, par la multiplication des logements disponibles, par l'amélioration de la formation professionnelle de base, des conditions de reclassement et de réadaptation que peut être établie une véritable sécurité de l'emploi. » (déclaration du C.N.P.F.).

"L'économie doit être au service des hommes" : les partisans d'une économie qui, comme le capitalisme, met en ceu-

Suite en page 2)

La Conférence de Moscou

Victoire du Togliattisme

REUNIS à Moscou du 1er au 10 mars, dix-neuf partis communistes se sont « consultés », comme ils disent, et ont péniblement accouché... d'un communiqué. Comme on sait, l'intention première des Russes était de faire de cette réunion un premier pas vers la convocation d'une conférence du type de celles de 1957 et 1960 qui aurait dû, cette fois, condamner les Chinois.

L'échec, de ce point de vue, est complet. Non seulement la conférence est renvoyée aux calendes grecques (« en temps utile » dit prudemment le communiqué), mais encore la réunion préparatoire qui devait à l'origine rédiger les textes présentés à l'approbation de la conférence a dû se convertir en une anodine « réunion consultative » et se contenter de la pré-

sence de dix-neuf partis seulement sur les vingt-cinq invités. Outre la Chine, la Roumanie en particulier, s'était abstenue.

On a dit de cette conférence avortée qu'elle marquait la victoire des thèses « italiennes ». C'est juste, à condition toutefois de voir que ces thèses n'ont rien de spécifique « italien », même si le parti de feu Togliatti s'en est fait le bruyant champion. Elles ne font en effet, qu'exprimer au grand jour la nature réelle de tous les partis ou Etats soi-disant communistes — les Chinois et leurs satellites y compris.

Les « thèses italiennes » sont d'une simplicité remarquable. Le monde, argumentent-elles est divisé en nations ; or, les nations doivent être indépendantes car c'est là le credo du démocratisme et nous, soi-disant communistes, nous sommes indubitablement des démocrates. Par ailleurs, les partis « communistes » sont des partis nationaux, car nous sommes des patriotes convaincus. Comme les nations indépendantes ont leurs problèmes particuliers, spécifiques et originaux, les partis communistes nationaux et indépendants ont aussi les leurs. Qu'ils les résolvent donc, chacun à leur manière et chacun pour soi.

Qui peut contester un tel langage, dans le « camp socialiste » comme dans le mouvement « communiste » officiel ? Personne. Dans le « camp socialiste », chaque nation, en lutte contre les autres, s'efforce de résoudre ses propres problèmes. La Chine brandit le drapeau d'un nationalisme outrancier et cherche dans l'Europe impérialiste les capitaux nécessaires au développement de son industrie nationale (et donc capitaliste) que le « pays frère », l'U.R.S.S. lui refusait, préférant placer ses ressources ailleurs (en Inde par exemple), là où ses intérêts nationaux (et donc impérialistes) lui commandaient de les investir. La Roumanie ou la Pologne, de leur côté, mettent journellement en pratique les principes « togliaattiens » d'indépendance nationale : défendant leurs intérêts commerciaux (et donc capitalistes), elles s'insèrent de plus en plus dans le jeu du capital occidental. La liste pourrait être allongée. Telle quelle, elle suffit à montrer que le soi-disant « camp socialiste » dont on vantait naguère le monolithisme et les rapports « nouveaux et harmonieux », est en réalité un panier de crabes où s'agitent des nations aux intérêts divergents et dont les rapports ne peuvent être que de concurrence. Le camp socialiste n'est qu'un bloc impérialiste ; mais le développement capitaliste ne peut aller sans bouleversements continus : les « blocs » nés de la dernière guerre mondiale sont travaillés aujourd'hui, à l'Est com-

(Suite en page 4)

Une profession de foi capitaliste

« Conscient des chances qui s'offrent et des dangers pressants qui menacent », le CNPF a tenu à « rappeler certaines notions fondamentales du progrès économique et social ». Notre thèse est que ces notions sont « fondamentales » non seulement pour la petite-bourgeoisie « poujadiste » qui s'est donné le ridicule de faire l'apologie du libéralisme en pleine « récession » et bien entendu aussi pour le

grand capital, mais aussi pour tous les courants anti-révolutionnaires qui se réclament abusivement du socialisme, du communisme et de de la classe ouvrière. Ecoutez plutôt !

« L'économie doit être au service des hommes afin qu'ils trouvent dans l'accomplissement de leur tâche professionnelle l'élévation de leur niveau de vie, leur promotion, des possibilités d'épanouissement personnel et la préparation d'un avenir meilleur pour leurs enfants.

La libre création et le libre développement des entreprises dans le respect des lois économiques naturelles sont des sources irremplaçables d'amélioration de la conduite humaine. Leur production assure l'élévation du niveau de vie. Leur activité ouvre les champs les plus vastes et les plus féconds à l'épanouissement des facultés de l'homme.

L'élévation effective du niveau de vie, rendue possible par l'activité productrice des entreprises, s'exprime aussi bien par l'abaissement du prix des biens de grande consommation que par l'accroissement progressif du montant des salaires versés aux travailleurs de tout rang. C'est par une saine concurrence entre les entreprises à l'intérieur comme à l'extérieur du pays que s'ajustent ces deux moyens d'expression de l'élévation générale du niveau de vie.

Le profit est l'un des moteurs essentiels de la croissance économique et par les investissements et l'expansion qu'il suscite, la garantie de l'avenir... Bien loin d'être un prélèvement

Les comptes en banque du "socialisme" russe

« La création d'un nouveau centre de crédit international a été un grand événement dans la vie économique des pays socialistes. Les pays membres du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle ont constitué une Banque Internationale de Coopération Economique dont le siège est à Moscou ». C'est en ces termes que le président de cet organisme, K. Nazarkine, fait le bilan de la première année d'exercice de cette banque « socialiste », dans un article publié par la « Pravda » du 13-1-65.

« Avant 1964, un système de compensation bilatérale était en vigueur dans les rapports commerciaux entre pays membres du C.A.E.M.... Le système bilatéral prévoyait la compensation obligatoire des échanges commerciaux et des prestations de services. En outre, les ressources provenant de l'exportation dans un pays quelconque ne pouvaient être utilisées que dans ce pays. On ne pouvait pratiquement les utiliser à l'importation de marchandises d'un pays tiers. Cette situation obligeait les pays désirant accroître le volume de leurs exportations à acheter eux-mêmes plus de marchandises, y compris celles dont ils n'avaient pas un besoin particulier ».

C'est pour développer ces exportations et les opérations de crédit qui leur sont liées que fut créée au 1er janvier 1964 la Banque Internationale, dotée d'un capital initial de 300 millions de roubles transférables. Comme l'on sait, cette première année d'exercice a été marquée par de nombreux tiraillements entre pays membres, chacun redoutant d'être dévoré par l'ogre russe. Mais tous les pays « socialistes » (sauf la Chine) s'accordent pour reconnaître la nécessité de cet organisme de crédit et les bienfaits de son développement. Certains même en font le tremplin qui leur permettra d'affronter dans de meilleures conditions la concurrence sur le marché occidental. Tel Bela Suljok, représentant de la Hongrie au Conseil d'Administration de la Banque et ancien banquier de profession, qui écrivait le 12 octobre 1963 dans « Esti Hirlan » :

« Les pays socialistes désirent accroître leur commerce avec les pays capitalistes, commerce souvent gêné par des difficultés de devises et par la nécessité d'un équilibre strict de leur balance commerciale. Si ultérieurement la Banque pouvait établir des relations d'affaires avec les banques capitalistes, y effectuer des dépôts, leur demander des crédits, les Etats membres du C.A.E.M. pourraient étendre leurs possibilités pour le moment réduites. L'activité de la Banque favorisera l'élimination des restrictions au commerce et la consolidation de la coexistence pacifique ».

Saluons la « coexistence » bancaire de l'Est et de l'Ouest, en attendant le krach de toutes les banques et de tous les « socialismes » de marché !

SAISIE

Le numéro 18 (février 1965) du PROLETAIRE qui contenait un article sur les grèves d'Algérie a été saisi sur ordre du gouvernement, à son arrivée à Alger. Cette mesure se comprend facilement. Certaines vérités sur la nature du prétendu « socialisme algérien » doivent être dissimulées à tout prix : elles sont trop explosives. Mais les prolétaires algériens ne nous ont pas attendu pour découvrir que le régime ben belliste, quoi qu'il en soit de ses discours sur le « socialisme islamique », est le défenseur des intérêts de la NATION algérienne, c'est-à-dire du CAPITALISME algérien dont le développement dépend du marché mondial et donc de l'impérialisme aujourd'hui tout puissant.

Celui-ci prélève son tribut sur la sueur du prolétariat algérien et lui impose ainsi une double exploitation.

Les grèves d'Algérie en sont le résultat. L'indépendance acquise, les ouvriers ont pu se convaincre que la libération NATIONALE n'était pas LEUR libération et ils commencent à en tirer les conséquences dans leur lutte. Ce n'est certes pas la saisie d'un journal qui pourra effacer cela !

RÉUNION PUBLIQUE

A PARIS

le vendredi 23 avril à 21 heures

SALLE LANCRY

10, rue de Lancry (Xe)

AUTOPSIE DU TROTSKYSME

Lecteurs et sympathisants sont cordialement invités

Capitalisme et communisme

(Suite de la 1^{re} page)

vre d'énormes forces de production sociales et qui produit en masse ne peuvent pas avouer que cette économie poursuit des buts de classe, qu'elle repose tout entière sur la prolétarisation d'une énorme fraction de la société et que son expansion exige que cette prolétarisation aille croissant. De même ceux qui critiquent les « côtés négatifs » de cette économie sans prévoir ni souhaiter le moins du monde sa révolution et l'apparition d'un type d'économie supérieur et réellement social peuvent fort bien formuler ce souhait pieux et répondant au « bon sens » commun qui sent bien les vices du capitalisme, mais ne voit nullement par quelle voie, dans quelles conditions on pourrait s'en débarrasser : « L'économie doit être au service des hommes... et non des monopoles ». Quel sens pareille formule peut-elle bien avoir dans une économie dont « le profit est l'un des moteurs essentiels », obéissant à des « lois naturelles », c'est-à-dire indépendantes de la volonté humaine, et de ce fait imposant « des mutations » telles qu'il n'y a de « véritable sécurité de l'emploi pour tous » que sous certaines conditions énumérées à la fin de citation, ce qui revient à dire : pas de sécurité de l'emploi de tout ? Aucun sens c'est bien évident. Comme le disait F. Engels dans l'Anti-Dühring :

« Dans toute société dont la production suit un développement naturel et la société actuelle est dans ce cas » (même quand il y a « dirigisme systématique », ou ce que le CNPF considère comme tel, du moins, ajouterons-nous) « ce ne sont pas les producteurs qui dominent les moyens de production, mais les moyens de production qui dominent les producteurs ». C'est là un fait d'expérience, reconnu universellement, quoique par le biais même par les critiques bourgeois de la civilisation capitaliste qui déplorent « l'asservissement de l'homme à la Technique » là où il faudrait parler d'asservissement du Travail au Capital, du Prolétariat à la Bourgeoisie. Cette domination prend deux formes essentielles : l'assujettissement du producteur à l'organisation autoritaire de l'entreprise (cette autorité devant, selon le CNPF, être exclusivement celle du patron, tandis que les capitalistes plus évolués et l'opportunisme ouvrier veulent la voir partagée, sans pouvoir contester qu'elle doive s'exercer dans le sens de l'expansion de l'entreprise), l'assujettissement de tous les membres de la société à l'anarchie sociale de la production.

Engels ajoute : « Dans une telle société tout levier nouveau de la production se convertit nécessairement en un moyen nouveau d'asservissement des producteurs aux moyens de production ». C'est bien clair par exemple pour les nouvelles machines « plus productives » que les capitalistes introduisent dans les entreprises quand la concurrence les y force et qui ne sont telles que parce qu'elles exigent un effort de production accru de l'ouvrier. Mais Engels, allant au fond des choses, développe ce postulat évident de façon à ruiner totalement la prétention du capitalisme d'être « une source irremplaçable d'amélioration de la condition humaine » :

« Cela est vrai surtout pour le levier de la production qui, avant l'introduction de la grande industrie, était de loin le plus puissant : la division du travail... En divisant le travail, on divise aussi l'homme. Le perfectionnement d'une seule activité entraîne le sacrifice de toutes les autres facultés physiques et intellectuelles. Cet étiolement de l'homme croît dans la mesure où croît la division du travail... Elle estrope le travail-

leur, elle fait de lui quelque chose de monstrueux en activant le développement factice de sa dextérité de détail en sacrifiant tout un monde de dispositions et d'instincts productifs... L'individu lui-même est morcelé, métamorphosé en ressort automatique d'une opération exclusive, ressort qui, dans beaucoup de cas, ne parvient à la perfection que par une véritable mutilation physique et intellectuelle de l'ouvrier... Et ce ne sont pas seulement les ouvriers mais aussi les classes qui exploitent directement ou indirectement les ouvriers, que la division du travail asservit à l'instrument de leur activité : le bourgeois à l'esprit en friche est asservi à son propre capital et à sa propre rage de profit ; le juriste à ses idées ossifiées du droit, qui le dominant comme une puissance indépendante ; les « classes cultivées », en général, à une foule de préjugés locaux et de petites idées, à leur propre myopie physique et intellectuelle, à leur mutilation par une éducation adaptée à une spécialité et par leur enchaînement à vie à cette spécialité, cette spécialité fut-elle de pur farniente ».

Là où l'apologiste du capitalisme parle de « possibilités d'épanouissement personnel » dans l'accomplissement de la tâche professionnelle, le communiste parle de « mutilation de l'homme par la division du travail ». Que tous les opportunistes se rangent dans le premier camp, il suffit de lire leurs prêchi-prêcha sur la « dignité du travail, l'amour du métier, la formation professionnelle, la noblesse de la science » pour s'en convaincre : pour eux comme pour les bourgeois, l'« épanouissement » de l'homme coïncide avec la lutte pour l'« élévation du niveau de vie »,

la « promotion sociale » et — car ils sont les meilleurs défenseurs de la famille repliée sur ses intérêts de cellule fermée — pour « la préparation d'un avenir meilleur pour leurs enfants ».

Le communisme, que tous méconnaissent et trahissent, est le seul courant qui soit capable d'opposer à la vision bourgeoise mesquine qui fait du travail aliéné et de la concurrence universelle un idéal ce programme grandiose :

« En se rendant maîtresse de « l'ensemble des moyens de production pour les employer socialement selon un plan, la société anéantit l'asservissement antérieur des hommes à leurs propres moyens de production. Il va de soi que la société ne peut pas se libérer sans libérer chaque individu. Le vieux mode de production doit donc forcément être bouleversé de fond en comble, et SURTOUT LA VIEILLE DIVISION DU TRAVAIL DOIT DISPARAITRE. A sa place doit venir une organisation de la production dans laquelle d'une part aucun individu ne peut se décharger sur d'autres de sa part de travail productif, condition naturelle de l'existence humaine : dans laquelle, d'autre part, le travail productif, au lieu d'être un moyen d'asservissement, devient moyen de libération des hommes en offrant à chaque individu la possibilité de perfectionner et de mettre en œuvre dans toutes les directions, l'ensemble de ses facultés physiques et intellectuelles et dans laquelle, de fait, le travail devient un plaisir ».

Tout ce que non seulement le capitalisme, mais le pseudo-socialisme et l'immédiatisme ouvrier peuvent conce-

voir et proposer en matière de progrès social et humain, c'est une « élévation effective du niveau de vie », enfermée dans l'exigence contradictoire de « l'abaissement du prix des biens de grande consommation » et de « l'accroissement progressif du montant des salaires ». C'est un « progrès qui non seulement rive l'humanité à la « vieille division du travail » et fait du « travail productif un moyen d'asservissement », mais qui garantit un avenir tourmenté à l'humanité, au lieu d'être une « garantie d'avenir ». L'abaissement des prix de revient des moyens de grande consommation ne peut être obtenu que par l'augmentation de la productivité du travail, c'est-à-dire l'évincement de producteurs par les machines et la tension de leur effort productif. Le travailleur individuel se voit ainsi voué à une tâche toujours plus simple, monotone, rebutante qui, parce qu'elle exige de moins en moins de qualification, est de moins en moins payée : « abaissement des prix » et « augmentation progressive des salaires » ne vont donc nullement de pair, tout au contraire. Au reste, la « saine concurrence » (que les pseudo-communistes de l'Est eux-mêmes ne songent plus à dénoncer comme une caractéristique de l'économie bourgeoise et une plaie sociale puisqu'ils glorifient le commerce mondial comme un facteur de progrès) ne permet au capitalisme en général et à l'Entreprise en particulier aucune espèce de libéralisme en matière de salaire : la condition de la victoire dans la « saine concurrence » est l'expansion, et l'expansion — c'est-à-dire l'accumulation de capital nouveau — dépend entièrement du profit réalisé, lequel est en raison inverse du salaire. Le capitalisme a parfaitement raison d'affirmer, par la bouche du CNPF, que sous son règne c'est le profit qui « multiplie les initiatives créatrices » et du même coup conditionne « le dévelop-

pement de l'emploi » en ayant parfaitement tort de chercher à dissimuler que le profit soit en raison inverse du salaire. Mais quel « correctif » le pseudo-socialisme apporte-t-il à cette vision ? Tombant dans la pire vulgarité et la plus basse démagogie, il revendique à la fois la « multiplication des initiatives créatrices », le « développement de l'emploi » et... l'augmentation des salaires, ce qui est parfaitement contradictoire et incompatible.

Sur ce dernier point, notre position à nous communistes véritables est bien claire et bien simple : la « multiplication des initiatives créatrices » et le « développement de l'emploi » signifient expansion du capital et prolétarisation de la société. S'ils paraissent des nécessités absolues, c'est seulement à ceux qui ou bien se plaient du point de vue des intérêts du Capital, ou bien, ce qui revient au même, ne considéraient les intérêts du prolétariat qu'en tant qu'il dépend entièrement du Capital et tombe dans la misère quand celui-ci ne peut continuer à s'accroître. Or le prolétariat est bien autre chose que l'esclave du Capital, c'est la classe appelée dès les débuts du capitalisme à révolutionner la société qui l'opprime, c'est la classe qui sera effectivement contrainte de la révolutionner quand les effets inévitables de la prétendue « saine concurrence » se feront sentir (crises et guerres) dans toute leur acuité. Cette classe-là est la seule dont les intérêts nous importent. Sa mission est claire : s'emparer révolutionnairement du pouvoir de l'Etat pour remettre à la société les moyens de production qui leur ont été arrachés et que la bourgeoisie gère anarchiquement en opprimant les producteurs. C'est la seule voie possible d'un progrès humain non plus chaotique, contradictoire et semé de catastrophes, mais harmonieux, continu et rapidement étendu à l'ensemble de la vie sociale.

C'est par la lutte unitaire que la classe ouvrière doit répondre à l'offensive patronale

Nos militants ont diffusé le tract suivant :

Les fermetures d'usines, les licenciements, les réductions d'horaires et les baisses de salaire frappent tour à tour les ouvriers de toutes branches d'industrie et de toutes les régions. La même chose se produit hors de France, comme le prouve par l'exemple la situation du prolétariat italien.

Toutes les illusions dont on vous a nourris pendant la période d'expansion économique s'évanouissent : le capitalisme ne se réforme pas, la domination de la bourgeoisie ne s'adoucit pas, les prétendues « conquêtes » démocratiques, pacifiques, progressives ne sont que leurre. L'expansion capitaliste signifie intensification de l'exploitation des travailleurs. L'expansion ne va pas non plus sans concurrence effrénée, sans concentration, sans rationalisation : c'est pourquoi elle jette finalement les ouvriers sur le pavé, les prive de leur gagne-pain ou les oblige à accepter des emplois moins payés. Que fait alors l'Etat, prétendu protecteur des intérêts de tous ? L'Etat capitaliste, plus puissant que jamais, agit ouvertement comme l'instrument d'une seule classe, comme la dictature organisée de la bourgeoisie sur la société !

L'Etat capitaliste n'a jamais eu d'autre fonction que de préserver la domination du capital : rien — ni victoire électorale de la gauche, ni réforme constitutionnelle — ne peut changer cette fonction. C'est pourquoi les partis « socialistes » et « communistes » mentent quand ils prétendent défendre vos intérêts à l'aide de réformes politiques (« démocratique renouée ») ou économiques (nationalisations, planification démocratique). Mais si la fonction de l'Etat existant ne peut être changée, l'Etat, lui, peut être révolutionné, remplacé à l'aide de la violence de classe par une dictature prolétarienne : tel est le seul véritable programme communiste, la seule conquête politique que puisse se proposer la classe ouvrière et qui soit un pas réel vers sa libération économique. Voilà ce dont les socialo-communistes pacifistes et démocrates ne veulent pour rien au monde, parce qu'ils sont des complices achevés de l'ordre existant !

Ennemis de la révolution qui est notre but ultime, ces faux socialistes, ces faux communistes font tout ce qu'ils peuvent depuis des années pour limiter, freiner, contenir la lutte ouvrière, même immédiate. Depuis des années, les luttes syndicales sont des luttes dispersées d'entreprises ou de catégories, des grèves de vingt-quatre heures avec préavis au patron-bref des grèves conçues pour être battues, pour préserver l'« ordre public ». Depuis des années, vos syndicats revendiquent des primes hiérarchisées qui vous divisent, des primes de productivité qui vous obligent à accroître votre effort et favorisent la création d'in-

nombrables catégories rivales, la prestation d'heures supplémentaires qui maintiennent le salaire des heures normales au plus bas niveau. Eh bien, vous payez aujourd'hui le prix de cette politique défaitiste !

Il faut en finir avec les primes, la multiplication des catégories, les aumônes aux licenciés ! Il faut en finir avec les grèves-bidon qui fatiguent les ouvriers sans gêner les patrons !

Il faut se battre pour une augmentation générale des salaires, pour une réduction des différences entre ouvriers spécialisés et manœuvres, pour une réduction de la journée de travail ! Il faut faire des grèves sérieuses, c'est-à-dire sans limite de temps, d'entreprise, de catégorie, de région ! Il ne faut pas craindre des grèves générales, vieille arme prolétarienne que les opportunistes dénigrent parce qu'ils ont peur pour l'ordre bourgeois.

PROLÉTAIRES !

Pour défendre ces revendications minima, il faut rompre en politique avec les mensonges parlementaires, démocratiques et pacifistes ! Il faut retirer toute confiance aux bonzes opportunistes, désobéir à leurs directives, leur jeter à la figure leurs trahisons ! En un mot, il faut retourner aux idées et à la pratique de la lutte de classe que tous ils ont reniée !

Nous, communistes révolutionnaires, ne sommes pas des semeurs d'illusions. Nous ne disons pas que le seul but des luttes ouvrières est l'obtention d'un « salaire équitable ». Le but ultime que le prolétariat doit atteindre, c'est l'abolition du régime économique et social qui réduit le travail à une marchandise subissant tous les aléas du marché et condamne donc le travailleur à l'indigence et l'inaction quand son travail ne peut pas produire de profit et de capital supplémentaires. Ce but, c'est la gestion sociale de la production qui retirera leur caractère de salariés, c'est-à-dire d'esclaves du Capital, aux producteurs. En un mot, ce but est le Communisme.

La voie qui mène à ce but ne peut être que révolutionnaire. La victoire finale exige du prolétariat une unité qui n'a rien à voir avec celle que ne cessent de réclamer en paroles des directions syndicales concurrentes visant uniquement au compromis et à la paix sociale. C'est l'unité qui se forge dans la lutte véritable, qui se cimenter dans la répudiation de toutes les illusions démocratiques et réformistes et dans le ralliement à la grande cause du Communisme. C'est pour cette voie, pour cette unité-là que nous luttons, car il n'y a pas d'autre chemin pour sortir des misères et de l'insécurité que la domination du Capital fera jusqu'à la fin peser sur nous.

Parti Communiste International.

Hier et Aujourd'hui

Ce que fut en réalité le Front Populaire De la défaite du prolétariat espagnol à la guerre impérialiste

La guerre de 1939-45 fut la dernière étape de la décomposition opportuniste du "communisme" moscovite. Avec elle s'achève le cycle historique que nous avons résumé au cours de ces articles (voir notre numéro précédent) et qui, débutant par les erreurs de tactique de la IIIe Internationale, devait, avec le Front populaire, aboutir à la collaboration de classe avec partis et gouvernements bourgeois. Aux yeux des historiens futurs — sinon encore à ceux des contemporains, toujours abusés par l'importation du "socialisme" russe — le second conflit mondial marquera le seuil inévitable qui, une fois franchi par les renégats du Kremlin et leurs serviles acolytes des autres pays, leur interdira tout possibilité de retour à ce que fut leur fonction politique originelle. Après la guerre, la IIIe Internationale aura disparu, les P.C. seront devenus des partis nationaux, démocrates et constitutionnalistes, tandis que le "socialisme en un seul pays" de Staline révélera progressivement son véritable contenu économique et social : celui d'un capitalisme auxquels les efforts surhumains du prolétariat russe, le démantèlement du Reich hitlérien avec participation soviétique à la curée impérialiste et le recul du capital anglo-saxon en Europe centrale permettront de prendre place parmi les grands Etats qui dominent et exploitent le monde.

**

Pendant qu'agonisait le prolétariat espagnol d'importants événements internationaux avaient préparé les voies de la seconde guerre mondiale. En mars 1938, Hitler avait annexé l'Autriche ; en septembre, ses troupes occupèrent la région des Sudètes en Tchécoslovaquie. Une négociation de dernière heure ajourna l'épreuve de force devant laquelle reculaient encore les « démocraties ». En août de l'année suivante, alors que les négociations militaires entre la France et l'U.R.S.S. traînaient en longueur, Moscou rompit brutalement les pourparlers et signa avec l'Allemagne un pacte de non-agression qui lâchait les divisions blindées hitlériennes dans la plaine polonaise. C'était le début de la seconde guerre impérialiste mondiale.

On a vu précédemment que la diplomatie russe, après que le pouvoir des Soviets eût définitivement renoncé à la révolution communiste européenne, avait adopté une stratégie sociale à double face. D'une part les P.C. d'occident s'efforçaient de se concilier les classes moyennes en leur promettant un « socialisme » sans effusion de sang ; de l'autre ils entretenaient dans le prolétariat l'espoir d'un futur assaut révolutionnaire du pouvoir bourgeois. A sa clientèle électorale, le P.C.F., en particulier, déclarait que le renforcement de la défense nationale permettrait de neutraliser la « folle meurtrière » d'Hitler. Aux cadres et militants du parti, il affirmait par contre que, pour sauver la « patrie socialiste » russe, il fallait détourner cette même folle meurtrière vers l'ouest et que, du conflit qui éclaterait, le communisme, en définitive, sortirait seul vainqueur. C'était un double mensonge. Aucune « défense nationale » ne peut empêcher la guerre : celle-ci n'est pas le fruit de la « folle guerrière » d'un énergumène, mais de l'accumulation du capital. Quant à l'espoir d'une révolution succédant à la guerre impérialiste, elle était impossible, dans la

mesure même où ceux qui la promettaient se plaçaient sur le terrain du chauvinisme et non de l'internationalisme. Cette fallacieuse promesse eut d'ailleurs son plus cinglant démenti lorsque, au lendemain de la Libération, les communistes dégenérés demandèrent aux ouvriers de renoncer à leurs revendications immédiates pour refaire de la France « une grande nation ». Quand on a déserté l'internationalisme on ne peut plus jamais y retourner. Sans doute, les P.C. sont-ils devenus patriotes au nom des intérêts nationaux russes, mais les voilà condamnés à le rester, même après que conflits et schismes au sein du "bloc socialiste" aient fait voler en éclat le monolithisme stalinien. Mieux, ils le sont devenus davantage, puisque chaque P.C. se construit aujourd'hui, benoîtement, sa voie nationale au socialisme.

Il n'est donc pas nécessaire de s'attarder ici sur les déboires patriotiques du P.C.F. au moment du pacte germano-russe. Que l'accord n'ait pu se faire, en 1939, entre les gouvernements français et russe, que l'un et l'autre ait voulu faire porter sur l'éventuel partenaire le premier choc militaire, que la bourgeoisie française ait désiré avoir l'appui des divisions russes sans consentir à Staline les contre-parties territoriales qu'il exigeait, cela importe peu ici. Il s'agissait de tractations dans lesquelles rouler le partenaire est la règle du jeu et nous laissons aux héritiers politiques de Thorez le soin de montrer que leur intérêt national, selon Staline, était l'intérêt national « le mieux compris ». Ce qui compte pour nous, dans cette politique, c'est que le prolétariat y était sacrifié à des intérêts nationaux donc capitalistes, qu'il se soit agi d'intérêts nationaux russes, français, ou des deux à la fois.

D'ailleurs le pacte germano-russe qui, en son temps, a tellement scandalisé les philistins, y compris ceux du P.C.F., où l'a-

faire suscita de sérieux remous, ne fut qu'un intermède vite oublié. La Russie envahie à son tour par Hitler, ils purent rivaliser librement en matière de chauvinisme avec les renégats socialistes de l'autre union sacrée. Ils y payèrent largement de leur personne, nous ne le contesterons pas. La seule chose que nous leur contestons formellement c'est que leur participation à la Résistance et au maquis fut compatible avec la doctrine et le programme définis par Lénine et par la IIIe Internationale. Le communisme, c'est avec le Front Populaire qu'ils l'ont totalement renié. Au lendemain de la guerre plus rien n'en restait dans leur parti : la volonté d'abattre le capitalisme avait fait place au culte de ses constitutions ; la révolte de classe avait cédé le pas au « progrès social ».

Voilà quel fut le principal résultat d'une période qu'on a appelée « Front Populaire », mais qui, de son vrai nom, s'intitule *défaite internationale du prolétariat*. Du moins cette défaite a-t-elle entraîné dans sa honte toute cette clique d'opportunistes contre lesquels nous luttons désespérément, il y a 40 ans, lorsque, prenant pour prétexte un reflux momentané de la lutte sociale ils liquidèrent en fait tout le programme historique du prolétariat. Qu'ils pleurent donc leur « âge d'or » de 1936 ! Par chance, la virginité d'un parti prolétarien ne sert qu'une seule fois. On ne pourra plus, dans l'avenir, leurrer les ouvriers avec des « victoires » aussi néfastes que celles-là : quand le prolétariat secouera sa torpeur actuelle ce sera pour renouer directement avec la tradition de Lénine et des Bolcheviks. Octobre 1917, en dégénéralant, a accordé au capitalisme un trop long sursis. Mais sa condamnation est inexorable parce qu'elle se confond avec la révolte d'une classe qu'on peut battre ou tromper, mais dont les réserves d'énergie révolutionnaire sont inépuisables.

Février 1934 en Autriche

L'article suivant a été écrit à la suite de la commémoration très particulière de 1934 par le Parti socialiste autrichien et paraît donc avec un an de retard.

Si nous le publions néanmoins, contre tous les usages en vigueur, c'est que les luttes passées de la classe ouvrière internationale ne sont jamais « inactuelles » à nos yeux, non plus que les preuves répétées que l'opportunisme nous donne au fil du temps de sa parfaite complicité avec l'ordre établi.

Il y a un an, l'Autriche « enfin réconciliée avec elle-même » a célébré l'anniversaire de la guerre civile de février 1934, et « Le Monde » (13-2-64) a consacré un bel article à ce magnifique exemple de réconciliation nationale et bourgeoise : alors que l'anniversaire de ce jour « a toujours été l'occasion de manifestations partisans qui rouvraient de vieilles plaies, cette année le gouvernement et les deux partis de la coalition — populistes et socialistes, héritiers des antagonistes de 1934 — commémorèrent ensemble le souvenir des morts d'il y a trente ans ».

Cette commémoration dans l'union sacrée est bien la pire injure que le parti socialiste autrichien puisse faire à ses morts, et en même temps l'aveu que cette lutte il ne l'avait absolument pas voulue ; c'est le reniement du seul combat dont il aurait pu se glorifier, la proclama-

tion ouverte de son intégration à l'Etat bourgeois.

Le P.S.A. est si anxieux de se désolidariser de cet épisode, qu'il va même plus loin que « Le Monde » qui considère que « les ouvriers autrichiens furent, pour leur honneur, les premiers à opposer une résistance armée à la marée montante du fascisme ».

Bien entendu, ce coup de chapeau du « Monde » n'est qu'une louange empoisonnée. Pour expliquer le sens réel des luttes de 1934 en Autriche et pour comprendre l'attitude aussi bien du P.S.A. que des braves antifascistes, il nous faut indiquer sommairement les particularités du développement du capitalisme et du mouvement socialiste en Autriche.

Après l'échec de la révolution de 1848, qui avait connu des mouvements aussi violents à Vienne que dans le reste de l'Allemagne, le triomphe de la contre-révolution a été plus profond en Autriche qu'ailleurs.

En Allemagne la contre-révolution devint l'exécuteur testamentaire de la révolution : elle avait érasé la tentative de destruction radicale des formes féodales et de développement rapide du capitalisme mais malgré elle, elle a dû réaliser ce développement capitaliste, bien que moins vite et à travers tous les compromis possibles avec le féodalisme. En Autriche, par contre, la

défaite de la poussée bourgeoise fut plus profonde ; c'est que l'Autriche disposait d'un vaste empire féodal et que l'exploitation de cet empire lui permettait de survivre sans pratiquement développer une production capitaliste.

Ce décalage entre l'Allemagne du nord et l'Autriche fut consacré par la victoire de la Prusse à Sadowa en 1866, et dès lors il fut clair que l'unification de l'Allemagne se ferait sous l'hégémonie prussienne et contre l'Autriche. La réalisation de cette unité en 1870 ne pouvait qu'accroître le phénomène : elle accélérât le développement du capitalisme en Allemagne et replaçait encore plus l'Autriche sur son empire féodal. A partir de ce moment le décalage entre ces deux pays creva les yeux : entre 1880 et 1910 l'Allemagne s'éleva au rang de grande puissance industrielle, et même de modèle de capitalisme concentré, alors que l'Autriche stagna. Il y a bien entendu un certain développement capitaliste, mais il reste limité à quelques centres (à une cinquantaine de kilomètres de Vienne se trouve un important gisement de fer à ciel ouvert, déjà exploité sous les Romains) peu profond, et n'entame que très lentement l'ensemble des structures féodales ou semi-capitalistes.

Mais cette période fut à l'échelle mondiale celle d'une expansion formidable du capitalisme qui se développait à fond en Europe et aux Etats-Unis, en même temps qu'il se lançait à la conquête de continents entiers. Et cette période fut aussi l'Age d'Or du réformisme : le capital en plein boom universel et qui s'appropriait par la violence le travail de centaines de millions de colonisés, pouvait jeter quelques miettes aux prolétaires et faire miroiter à leurs yeux la perspective d'une amélioration progressive et continue de leur sort. C'est cela qui a été la base de la pratique et de la théorie du réformisme qui a miné la IIe Internationale.

L'Autriche cependant, avait une situation assez particulière. Le faible développement du capitalisme ne donnait rien ni ce boom de prospérité, ni la participation au festin colonial. Mais d'un autre côté l'Autriche avait des sortes de colonies à domicile, des colonies qui s'appelaient Hongrie, Bohême, Galicie, Bosnie, etc... toutes les nationalités opprimées qu'elle exploitait de façon moins capitaliste que féodale, mais qu'elle exploitait tout de même. Et cette exploitation lui permettait de donner aux ouvriers autrichiens une situation relativement privilégiée. En somme l'Autriche avait la position paradoxale d'un pays quasi « sous-développé » possesseur de « colonies » importantes !

C'est cette situation qui est à l'origine des particularités de la social-démocratie autrichienne, du fameux « austro-marxisme ». L'exploitation des nations de l'empire avait permis à la S.-D. autrichienne de goûter au plat de lentilles réformiste, le faible développement du capitalisme ne lui permettait pas de le savourer jusqu'au bout. Dans des pays comme la Russie ou l'Italie, l'extrême retard des lentilles a poussé à la formation de partis ou fractions vraiment révolutionnaires ; dans d'autres, Grande-Bretagne, France, Allemagne, l'abondance de lentilles a fait sombrer la S.-D. dans le réformisme ouvert. La S.-D. autrichienne semblait plus radicale que l'Allemande p. ex., mais son radicalisme tendait seulement à la destruction des vieilles structures féodales et à l'épanouissement de la production capitaliste. Si elle semblait moins réformiste, c'est qu'elle ne pouvait pas l'être et qu'elle luttait pour réaliser une situation qui lui permettrait enfin d'être vraiment réformiste ! Le radicalisme des « austro-marxistes » était en réalité un radicalisme bourgeois, pré-réformiste si on peut dire, et c'est tout naturellement que leurs théoriciens comme Bauer et Hilferding ont rattrapé par la suite les Kautsky et Cie.

A cela s'ajoutait évidemment le poids d'une importante petite-bourgeoisie. Mais contrairement au Parti bolchévique qui a utilisé la poussée de la petite-bourgeoisie radicale comme tremplin pour la révolution prolétarienne, la S.-D.

autrichienne déjà contaminée par le réformisme a confondu d'emblée ses buts avec ceux de la petite-bourgeoisie.

Cette apparence de radicalisme était encore plus pernicieuse pour le mouvement ouvrier que le réformisme ouvert, parce qu'elle rendait la clarification très difficile et entravait le développement du faible courant révolutionnaire qui pouvait exister. Et lorsqu'en Allemagne, et à un degré moindre en France et en Grande-Bretagne, l'illusion réformiste s'est écroulée brutalement dans le fracas de la guerre, en Autriche elle a tenu le coup, précisément parce qu'elle n'était encore qu'une aspiration, que le réformisme n'était pas encore allé jusqu'au bout, que le radicalisme apparent de la S.-D. masquait sa trahison complète. C'est ce qui explique l'absence de mouvements vraiment prolétaires à la fin de la guerre de 14-18 et les difficultés à former un Parti communiste en Autriche.

Avec l'écroulement de l'empire et l'instauration de la république bourgeoise, la S.-D. autrichienne pensait avoir réalisé son rêve, et les masses prolétaires se laissaient bercer par cette illusion. En Russie la révolution prolétarienne triompha ; à Berlin, à Budapest, le prolétariat se lance à l'assaut du pouvoir ; des mouvements violents secouent l'Italie, etc... Vienne ne bouge pas, Vienne attend l'Age d'Or du réformisme.

Hélas ! ils avaient raté le coche de presque un demi-siècle ! On était maintenant en plein dans l'époque impérialiste, et le développement du capitalisme en Autriche ne pouvait pas s'accommoder d'une opposition ouvrière, d'un bon petit réformisme ; tout comme aujourd'hui en Algérie, etc... il exigeait la soumission complète et l'exploitation sans merci du prolétariat.

Voilà donc la situation pendant les années suivantes : un parti socialiste très fort qui ne menace absolument pas la domination bourgeoise, mais qui entrave le développement capitaliste par ses prétentions réformistes.

En pleine période de reflux de la poussée révolutionnaire à l'échelle mondiale, une telle situation ne pouvait évoluer que vers le renforcement de la bourgeoisie et le recul et l'affaiblissement progressifs du Parti socialiste. N'envisageant même pas la possibilité de contester le pouvoir à la bourgeoisie, le P.S.A. ne pouvait que

(Suite en page 4)

Emporté par une maladie inexorable, notre camarade Giuseppe Cappelletti, âgé de 62 ans, est mort à Paris, le 27 février dernier. La section de Paris et le parti tout entier perdent avec lui un militant qui, par son action inlassable en Italie d'abord, puis en France pendant plus de 30 ans, prouva son attachement et sa fidélité aux principes du socialisme.

Né dans la région de Piacenza en Italie, il commença à lutter dans les rangs du syndicalisme révolutionnaire, alors très combatif dans cette province aux traditions révolutionnaires bien enracinées. La victoire du fascisme le contraignit à l'exil. Aussi est-ce en France qu'il adhéra au mouvement communiste et s'orienta rapidement vers notre courant qui, déjà, luttait au sein du Parti communiste contre les déviations opportunistes. Il participa ainsi à l'action de la gauche communiste dans les années qui précéderent la seconde guerre mondiale et contribua tout naturellement à la fin du massacre impérialiste, à la constitution du parti communiste international auquel il consacra jusqu'au bout toute son activité.

Son souvenir et son exemple resteront vivants pour les camarades qui poursuivront le même combat pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

FÉVRIER 1934 EN AUTRICHE

(Suite de la page 3)

s'épuiser dans des luttes stériles et plonger les ouvriers dans la démoralisation. Et c'est bien ce qui s'est produit.

Malgré cela, il a fallu attendre quinze ans, la fin de la crise de 29 et l'écrasement complet des ouvriers en Allemagne, pour que la bourgeoisie autrichienne ose attaquer de front le parti socialiste. Et ce jour-là, les ouvriers autrichiens ont pris les armes ; c'est à coups de canon que l'armée de l'Etat bourgeois a dû investir les cités ouvrières.

Pourquoi les ouvriers autrichiens se sont-ils battus, alors que les Allemands n'ont pas bronché en 33 ? Les bons démocrates nous les présentent comme l'avant-garde de la grande croisade anti-fasciste, mais rien n'est plus faux. Les ouvriers autrichiens se sont battus en 34, parce que ce n'est qu'alors qu'ils ont commencé à perdre leurs illusions réformistes ; ils se sont battus en 34 parce qu'ils ne s'étaient pas battus en 19 !

En 34, le prolétariat en Autriche était vaincu depuis longtemps, vaincu autant par ses propres illusions que par la défaite de la révolution en Europe. Mais il ne savait pas qu'il était vaincu, parce qu'il n'avait jamais livré bataille ! Il occupait sa petite position défensive avec armes et bagages, avec son Parti socialiste et ses syndicats, les conquêtes municipales et les assurances maladie ; il avait même encore sa milice ouvrière, le Schutzbund armé. Il perdait du terrain, il se démoralisait, il n'avait aucune perspective ; mais il n'avait pas subi de défaite ouverte : il ne se sentait pas encore vaincu. Lorsque l'Etat bourgeois l'a pris à la gorge, il s'est défendu. Ce n'était pas un combat d'avant-garde démocratique, mais un combat d'arrière-garde désespéré de la poussée prolétarienne des années 19 !

Cette absence de défaite ouverte, le fait que l'avant-garde ouvrière était politiquement corrompue, mais physiquement intacte, a fait que les ouvriers autrichiens se sont défendus spontanément, sans attendre des délibérations ou des ordres : quand la police a voulu occuper le siège du Schutzbund à Linz (capitale de Basse-Autriche) les militants qui étaient là ont riposté et le mouvement est parti. Il a bien fallu que « leurs chefs les suivent »

Aujourd'hui ces chefs les renient et le comte Reverte, directeur de la sûreté de Haute-Autriche en 34, peut adresser une lettre amicale à Julius Deutsch qui commandait à l'époque le Schutzbund et qui vient de fêter ses 80 ans. (L'ironie de la chose semble avoir échappée au Monde, qui se félicite de cette amitié !)

Aujourd'hui le P.S.A. peut proclamer que de tels événements ne se répéteront plus jamais. Car, comme dit Le Monde, « l'Europe a changé, et l'Autriche avec elle. Le Parti socialiste autrichien occupe aujourd'hui des positions quasi inexpugnables dans la vie politique et économique du pays, les ramifications de sa présence et de son influence sont pareilles aux vaisseaux capillaires qui irriguent un organisme » Et cela signifie deux choses.

Que l'Europe a changé ; c'est certain, mais pas au sens où l'entend le journaliste bourgeois. En Europe, et dans le monde entier, la grande « croisade anti-fasciste » de 39 - 45 s'est soldée par le triomphe du fascisme, bien que les Etats fascistes aient perdu la

guerre. Le fascisme, débarrassé de ses aspects folkloriques contingents, a vaincu, parce que toute l'évolution du capitalisme tend vers cette forme qui est main-mise ouverte du capital sur l'organisation politique, sur l'Etat, et par lui sur toute la vie sociale.

Que l'Autriche a changé ; cela est vrai aussi. Elle est définitivement sortie de son état d'arrière-pensée pour devenir — sinon une grande puissance — du moins un pays pleinement capitaliste. Après cette guerre-ci et après la réséparation avec une Allemagne elle-même coupée en morceaux, l'Autriche avait entièrement rattrapé son retard et la situation y était sensiblement la même que dans tous les pays capitalistes. En l'absence d'une poussée prolétarienne à l'échelle internationale, cette situation ne pouvait conduire qu'au fascisme. Mais en Autriche le fascisme a toujours manqué des déguisements folkloriques — les chemises et les tambours — et s'est toujours présenté ouvertement comme l'Etat bourgeois au service du capital.

Nous comprenons alors pourquoi le P.S.A. doit renier la lutte « antifasciste » de 34. C'était une lutte défensive certes, mais néanmoins une lutte armée contre l'Etat bourgeois. Or, comme le dit si joliment Le Monde, le P.S.A. s'est complètement intégré à cet Etat bourgeois, il est devenu ouvertement un organe de l'Etat capitaliste. Et cette évolution n'a rien de surprenant : nous avons montré depuis fort longtemps que l'héritier du réformisme était précisément le fascisme.

Comme tous les autres partis réformistes, qu'ils s'appellent « communistes », « socialistes » ou tout ce qu'on voudra, le P.S.A. a compris que le réformisme ne se pratique pas aujourd'hui par l'opposition à l'Etat bourgeois, mais par l'intégration à cet Etat, par la soumission complète des ouvriers aux impératifs du capitalisme. Et il est là pour réaliser cette soumission. Comme tous les autres, il a pratiqué à la fin de la guerre cette politique de reconstruction nationale aux frais des prolétaires dans la misère, puis cette politique d'expansion du capitalisme national, d'accroissement du capital extorqué au prolétariat. Aujourd'hui, dans le grand boom de prospérité qui suit les destructions massives, il peut se targuer des miettes jetées aux prolétaires. Maintenant enfin, il a pu réaliser jusqu'au bout sa vocation.

Mais du coup il a perdu toute originalité : « l'austro-marxisme » qui le parait est tombé comme un vêtement usé. Il ne reste que le « socialisme national » ou national-socialisme, celui de tous les pays capitalistes à l'Est comme à l'Ouest, celui de tous les partis pourris de la II et III internationale.

Et du coup il a perdu aussi toute possibilité d'afficher un pseudo-radicalisme. Même si demain, et malgré toutes les promesses des politiciens, la bourgeoisie lui tape un peu dessus pour redorer son blason aux yeux des ouvriers, le fait reste : il a été ouvertement jusqu'au bout de la trahison. C'est là une bonne chose. Lorsque dans les convulsions de la crise que prépare l'actuel délire d'expansion du capitalisme, les illusions du bien-être, de la paix et du progrès voleront en éclats, le prolétariat retrouvera en Autriche comme ailleurs sa conscience et son programme révolutionnaire.

Que restera-t-il alors des promesses du P.S.A. ? Une seule : il a juré de ne plus jamais prendre les armes contre l'Etat bourgeois. Il n'est pas besoin d'être grand prophète pour prévoir qu'à l'exemple des Noske et Scheidemann il prendra alors les armes contre le prolétariat. En Autriche comme partout, la révolution communiste devra passer sur le cadavre des partis de la collaboration de classe.

Victoire du Togliattisme

(Suite de la première page)

me à l'Ouest, par l'expansion productive qui les fait peu à peu craquer. La crise s'annonce et réveille les antagonismes nationaux ; encore une fois : à l'Est comme à l'Ouest.

« Charbonnier est maître chez soi » ! Si ce mot d'ordre « togliaattien » convient on ne peut mieux à l'idéologie nationale des Etats « socialistes », il est également l'expression achevée de la politique nationale — et donc bourgeoise — de tous les partis communistes officiels.

Mais ici il faut en rabattre des prétentions « italiennes » à l'originalité. « Polycentrisme » disent-ils — et le communiqué de Moscou du 10 mars leur donne officiellement raison. Mais ce « polycentrisme » débouche sur des « voies au socialisme » qui, prétendument nouvelles et variées, sont en fait de vieilles recettes d'une uniformité écoeurante. Dans son « testament », Togliatti découvrait — et cela lui semblait « fondamental » — « la possibilité pour les classes laborieuses de conquérir des positions de pouvoir dans les cadres d'un Etat qui n'a pas changé sa nature d'Etat bourgeois et la possibilité de lutter pour une transformation progressive, de l'intérieur, de cette nature d'Etat bourgeois ». C'était dire clairement que l'Etat n'est nullement ce que les marxistes ont toujours dit qu'il était — l'organe de domination politique d'une classe, la bourgeoisie aujourd'hui — mais au contraire cet organisme impartial planant au-dessus de la mêlée sociale dont rêve le petit-bourgeois démocrate. C'était dire en conséquence que la dictature du prolétariat était yémée et que l'heure était désormais au « dialogue » avec toutes les couches de la population (les fameuses « classes laborieuses » !) et tous les partis « honnêtes ». Enterrée la lutte de

classe, vivent les élections ! Plus de révolution, des portefeuilles ministériels ! Voilà le fond du « togliaattisme » et cette fade resuscitée du réformisme décrépît d'avant 1914 passe pour une « nouveauté » !

Quoi qu'il en soit de sa nouveauté, c'est un fait que c'est bien là le credo unanime du mouvement « communiste » officiel. On sait que le P. C. F. se donne parfois des airs de parti « dur » et que les chroniqueurs spécialisés et éminents s'en offusquent de temps à autre. Voyons jusqu'où va cette « dureté » — là. A la mort de Thorez, toute la presse « communiste » en France s'est plu à rappeler qu'on venait de perdre... l'inventeur des voies nationales au socialisme, tout simplement. Et de citer abondamment la tristement célèbre interview au journal anglais « Times » accordée par Thorez dès 1946 : « Les progrès de la démocratie dans le monde permettent d'envisager d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche de ses glorieuses traditions, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès, de justice sociale ». Enfoncé Togliatti ! Depuis, il est vrai, on a vu plus fort encore. Raymond Guyot nous a expliqué gravement que « si un parti communiste obtenait une majorité de sièges au Parlement, non seulement ce Parlement changerait de nature, mais la société elle-même » (« Humanité » du 14-4-64). Voilà qui n'est pas mal en fait de « togliaattisme », pour un parti « dur ». Enfin, récemment, lors du déboulonnage de Khrouchtchev, la première hésitation surmontée, Etienne Fajon se chargeait d'expliquer aux lecteurs de l'« Humanité » qu'après tout cela concernait essentiellement les Russes et que les Français, eux, avaient d'autres chats à fouetter — c'est-à-dire des élections à préparer !

Le « togliaattisme » règne donc bien en maître sur le mouvement « communiste » officiel. La raison en est simple : ce communisme-là n'a plus de communisme que le nom. Puisque son but n'est en aucune manière la société communiste qui ne peut naître que d'une révolution, mais quelques réformes parlementaires opérées au nom du sacro-saint principe de l'indépendance et de la grandeur nationale, il est normal qu'il rejette officiellement (dans la pratique c'est chose faite depuis longtemps) l'organisation centralisée et internationale qui est l'arme indispensable de la révolution, et se convertisse du même coup au « polycentrisme ».

Dans sa dégringolade, le mouvement « communiste » est tombé plus bas que la social-démocratie réformiste du début du siècle. Elle conservait encore — dans la forme tout au moins et bien que les partis nationaux soient déjà considérés comme « autonomes » — une organisation internationale. Les « communistes » d'aujourd'hui se contentent, comme le dit le communiqué de Moscou, de « rencontres bilatérales et multilatérales entre représentants des partis, et de toutes autres formes d'échange de vues entre partis » ; et on nous annonce que dans ces « rencontres » s'effectueront « des échanges d'opinions sur d'importantes questions d'actualité offrant un intérêt commun ».

Nous nous permettons une suggestion. Les « communistes » devraient créer un corps de diplomates parfaitement maîtres de l'art difficile des « échanges d'opinions » rompus à la pratique des pourparlers, et qui se spécialiseraient dans ces « rencontres ». Mais peut-être n'est-ce pas même nécessaire et mieux vaut passer directement par la voie diplomatique normale ? Puisque les partis « communistes » sont des partis nationaux, soucieux avant tout des intérêts de leurs nations, leurs « rencontres » ne peuvent servir qu'à défendre des intérêts nationaux. C'est à cela que sert déjà la diplomatie officielle.

**

Quant à nous, nous ne nous plaindrons pas que la conférence de Moscou n'ait pu qu'accoucher à grand peine d'un communiqué à la gloire du « polycentrisme ». La clarté y gagne et la cause révolutionnaire a besoin de clarté. Ce que dit en substance ce communiqué, nous le savions depuis longtemps : les Etats « socialistes » sont des Etats nationaux comme les autres, les partis « communistes » des partis nationaux comme les autres.

Mais que la contre-révolution qui usurpe le nom de communiste soit contrainte de jeter peu à peu le masque, ça c'est un atout de plus pour l'Internationale révolutionnaire de demain.

Le Parti social - Tschombiste

Dans le numéro d'octobre dernier de notre journal, nous dénoncions le soutien apporté, une fois de plus, par le parti soi-disant socialiste aux capitalistes belges et américains qui, au Congo - Léopoldville, défendent leurs positions impérialistes.

Depuis, il y a eu l'action dite « humanitaire » des parachutistes belges, transportés par des avions américains de Bruxelles à Stanleyville en passant par une base anglaise. Cette intervention avait pour but officiel de sauver des otages qui étaient surtout du fait de la politique d'intervention contre les rebelles et d'aide à Tschombé, l'un des hommes politiques les plus corrompus de toute l'Afrique, qui en compte une fournée.

Nous avons dit que l'affirmation faite par le gouvernement selon laquelle les militaires envoyés au Congo en vertu de l'accord d'assistance technique s'en tenaient au rôle de conseillers non belligérants était un mensonge éhonté. Maintenant le ministre « socialiste » Spaak lui-même abandonne, sur ce point, et en partie, son hypocrisie répugnante.

Le journal conservateur « Le Soir » des 26 et 27 février nous apprend que devant une assemblée d'étudiants de l'Université de Louvain à laquelle assistaient trois ambassadeurs, il s'est évertué, en toute harpe de la bourgeoisie, à justifier la politique congolaise de son gouvernement.

Après avoir rendu hommage à Léopold II et à son « œuvre », cette œuvre qui devait ouvrir la voie à la surexploitation la plus

odieuse du peuple congolais, il a expliqué que l'assistance technique signifiait aussi la coopération au maintien de l'ordre, c'est-à-dire : « envoi d'instructeurs militaires, puis d'aviateurs, puis de spécialistes de la logistique, parfois très rapprochés des opérations »

Mais étaient-ce des spécialistes logistiques rapprochés des opérations, les trois colonels belges — Vandewalle, Liégeois et Lamouline — dont parlait l'envoyé spécial du « Soir » dans un reportage publié à partir du 16 décembre ? Ces officiers, nous apprenait le journaliste, commandaient les deux colonnes, truffées de mercenaires racistes, de l'armée gouvernementale qui fait mouvement de Kindu à Stanleyville.

Certes Spaak n'explique pas l'insurrection par les menées tortueuses de meneurs envieux et sanguinaires comme le font d'ordinaire les crétiens abrutis par la « culture » démocratique. Il parle de la révolte, de la misère et de la faim mais il ajoute que celle-ci « ne peut pas à la longue être réglée uniquement par la force ».

Il montre ainsi à quel degré d'abjection il est arrivé. Et avec lui le parti prétendu socialiste dont il est l'un des plus beaux fleurons.

Etranges « socialistes » que ceux-ci dont le premier mouvement en face d'une révolte provoquée par la misère et la faim, ils le reconnaissent, est de soutenir activement et le plus efficacement possible ceux qui en sont les responsables et qui ne trouvent pour y porter remède que les mitrailleuses et les bombardiers.

Le numéro 30, janvier-mars 1965, de la revue théorique de notre Parti

PROGRAMME COMMUNISTE

est paru. Au sommaire :

- L'Inde bourgeoise, postérieure de l'Asie.
- Textes du marxisme révolutionnaire : IV. Parti et action de classe.
- Le mouvement social en Chine (III).
- Les leçons de la polémique russo-chinoise (III).

Le numéro : 2,50 F (Belgique 35 FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.